

# ACTION URGENTE

## INDE. UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS MENACÉE À SON DOMICILE

**Pavitri Manjhi est depuis longtemps la cible de menaces et de manœuvres de harcèlement et d'intimidation en raison de ses activités militantes pacifiques. Du 3 au 5 avril 2018, deux hommes lui ont rendu visite chaque soir. Ils lui ont demandé de retirer toutes les plaintes déposées par des adivasis (aborigènes) contre deux entreprises privées qui auraient dépossédé certains habitants du village de leurs terres.**

**Pavitri Manjhi**, la sarpanch adivasi (dirigeante élue) du conseil du village de Bhengari, dans l'État de Chhattisgarh (centre de l'Inde), a reçu la visite de deux hommes à son domicile le 3 avril 2018. Ils lui ont demandé de « retirer toutes les plaintes déposées contre l'entreprise ». Elle a eu beau leur dire qu'elle ne voulait pas leur parler, ces hommes ont continué de la harceler, lui disant : « ces plaintes ne mèneront à rien, il vaut mieux toutes les retirer » et « tous ceux qui vous ont aidé à porter plainte sont des étrangers, ils ne pourront pas vous sauver et nous les réduirons au silence ». Les deux hommes sont partis au bout d'une heure ; ils sont cependant revenus les deux jours suivants et ont continué à faire pression sur elle pour qu'elle retire les plaintes.

Pavitri Manjhi a été en première ligne des protestations contre deux entreprises privées qui auraient dépossédé des adivasis de leurs terres lors de la construction d'une centrale thermique entre 2009 et 2011 et d'une centrale fonctionnant à la biomasse en 2004 et 2007. Pavitri Manjhi affirme que sa famille, comme d'autres habitants du village, a été contrainte de vendre ses terres à des représentants de ces entreprises, et que leur consentement n'a été ni libre ni éclairé. Depuis 2015, Pavitri Manjhi est en butte à des menaces et à des actes d'intimidation et de harcèlement de la part d'hommes qui, selon elle, agissent pour le compte de l'entreprise privée à laquelle la centrale thermique appartient. De plus, son fils fait l'objet de poursuites pénales pour des accusations dont on pense qu'elles ont été fabriquées de toutes pièces dans le but de la dissuader de continuer sa campagne. Il est actuellement en liberté sous caution, et l'affaire le concernant est en instance depuis 2015.

Pavitri Manjhi et d'autres militants ont fondé l'*Adivasi Dalit Mazdoor Kisan Sangharsh* en 2017. Il s'agit d'un groupe communautaire qui soutient les personnes qui veulent porter plainte en application des dispositions de la Loi relative aux castes et tribus répertoriées (prévention des atrocités), une loi spécialement destinée à protéger les droits des dalits (opprimés) et des adivasis. Elle érige en infraction le fait de déposséder des adivasis de leurs terres sans leur consentement. En juin 2017, de nombreux villageois adivasis ont porté plainte auprès de la police d'État pour dépossession illégale de leurs terres. La police a cependant refusé de dresser des procès-verbaux introductifs (première étape d'une enquête pénale).

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez instamment aux autorités de prendre les mesures qui s'imposent pour que Pavitri Manjhi et les autres villageois adivasis puissent bénéficier d'une protection adaptée contre les manœuvres de harcèlement et d'intimidation, en concertation avec eux ;
- appelez-les à enquêter sur les plaintes pour harcèlement, menaces et intimidation déposées par des villageois adivasis, et à traduire les responsables présumés en justice dans le cadre de procès équitables ;
- engagez-les à enquêter sur les plaintes pour dépossession illégale de terres, et à traduire les responsables présumés en justice dans le cadre de procès équitables.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 25 MAI 2018 À :

#### Ministre des Affaires tribales

Shri Jual Oram

Ministry of Tribal Affairs, Shastri Bhavan,  
New Delhi, Inde - 110001

Tél : +91 1123388482

Fax : +91 1123070577

**Formule d'appel : Dear Minister, /  
Monsieur le Ministre,**

#### Directeur général de la police

Shri AN Upadhyay

Police Headquarters, Raipur  
Chhattisgarh, Inde - 492001

Tél. : +91 771 2221100

Fax : +91 771 2211201

Courriel : ps.dgp-cg@gov.in

**Formule d'appel : Dear Sir, / Monsieur,**

#### **Copies à :**

Point focal pour les défenseurs des  
droits humains

Srinivasa Kammath

National Human Rights Commission

Block-C, GPO Complex, INA New Delhi,  
Inde - 110023

Tél. : +91 112465 1330

Courriel : hrd-nhrc@nic.in

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Inde dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**

Name Address 1 Address 2 Address 3, Fax number, Email address, Salutation

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## INDE. UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS MENACÉE À SON DOMICILE

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis des décennies, les adivasis de l'Inde font les frais des déplacements de population entraînés par le développement, notamment à cause des sociétés nationales d'extraction de charbon. Les diverses lois protectrices n'ont pas empêché les communautés indigènes de l'Inde de se faire prendre leurs terres et de voir leurs moyens de subsistance détruits et leurs droits piétinés en raison de ces activités industrielles. À Raigarh, dans l'État de Chhattisgarh, des adivasis se battent depuis des années contre ce qu'ils considèrent comme une acquisition illégale de leurs terres – par l'utilisation de la contrainte, de la tromperie et de la désinformation – par deux entreprises privées.

Après avoir été élue sarpanch en 2012, Pavitri Manjhi a mobilisé les villageois pour déposer des plaintes pour dépossession abusive de terres adivasis contre TRN Energy Private Limited, qui gère une centrale thermique au charbon de 600 MW à Raigarh, et contre Mahavir Energy Coal Beneficiation Limited, qui gère une centrale de 12 MW fonctionnant à la biomasse à Bhengari. Elle a été en butte à des menaces et à des actes d'intimidation et de harcèlement de la part d'hommes de la région, en raison de ses activités militantes. Elle soupçonne ces hommes d'avoir agi pour le compte de ces entreprises. Pavitri Manjhi affirme qu'elle a signalé ces menaces à la police, qui a refusé d'ouvrir une enquête pénale.

Les gram sabhas (assemblées) des villages touchés ont adopté des résolutions en 2015 et 2016, déclarant que leurs terres avaient été rachetées par la tromperie et la contrainte. En 2017, Pavitri Manjhi et d'autres militants ont fondé l'Adivasi Dalit Mazdoor Kisan Sangharsh, un groupe communautaire, dans le but de se prévaloir de la Loi relative aux castes et tribus répertoriées (prévention des atrocités), qui érige en infraction le fait de déposséder des adivasis de leurs terres sans leur consentement. Le 14 juin 2017, en invoquant les dispositions de cette loi, ce groupe a soutenu 98 femmes et hommes adivasis de quatre villages du district de Raigarh – Khokhraaoma, Katangdih, Nawapara (Tenda) et Bhengari – lorsqu'ils ont porté plainte contre des intermédiaires qui, selon eux, agissaient pour le compte de ces entreprises, et contre les fonctionnaires qui avaient enregistré les actes de vente.

Nom : Pavitri Manjhi

Genre : Femme

AU 74/18, ASA 20/8206/2018, 17 avril 2018